economiesuisse

Économie verte: le Parlement dit stop à une envolée de la bureaucratie

Le Conseil national l'avait déjà fait à la session d'automne, le Conseil des États a suivi cette semaine : il a appuyé sur le bouton d'arrêt au bon moment et enterré le contre-projet indirect à l'initiative «Économie verte». À raison, car ce projet controversé aurait surtout confié des compétences larges à la Confédération, gonflé la bureaucratie et introduit des mesures lourdes à appliquer, sans grand bénéfice pour l'environnement.

Le Parlement a émis un signal clair : au lieu de confier la gestion des ressources à l'État, la Suisse doit poursuivre sur la voie empruntée avec succès en matière de protection de l'environnement.

Cette voie a fait ses preuves. Aucun autre pays ne concilie aussi bien croissance et développement durable. Aucun autre pays ne pose des jalons aussi élevés dans les domaines du recyclage et de l'économie circulaire. Les entreprises innovent en permanence, que ce soit dans les domaines de la construction, des processus industriels, de la mobilité, de la production d'énergie ou pour la protection du climat et de l'environnement.

La Suisse exerce en outre un effet de levier considérable par la fourniture d'innovations et de technologies de pointe dans le monde entier. Par exemple, l'utilisation de techniques avancées fournies par ABB permet, à elle seule, de réduire la consommation d'énergie mondiale annuelle d'un volume équivalent à celle de 40 millions de ménages européens. Des entreprises helvétiques créent ainsi des emplois en Suisse et à l'étranger, exportent des standards environnementaux et sociaux élevés et contribuent également à une croissance «saine» à l'étranger. Sans intervention de l'État.

> **Nous combattrons fermement un carcan vert qui vise à mettre sous tutelle les consommateurs et les entreprises.**

Le sujet n'est pas clos pour autant : en 2016, le peuple se prononcera sur l'initiative populaire «Pour une économie durable fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)». Cette dernière demande que la Suisse réduise sa consommation de ressources de deux tiers au moins. Une expérience dangereuse, qui comporte de nombreux risques et des dangers imprévisibles. Le Conseil fédéral et le Parlement estiment à juste titre que l'initiative ne peut pas être mise en œuvre. economiesuisse, avec le concours de partenaires, prépare

une campagne mettant en avant les défauts de l'initiative. Nous combattrons fermement un carcan vert qui vise à mettre sous tutelle les consommateurs et les entreprises.